



EMMANUEL VIRE, secrétaire général du Syndicat national des journalistes CGT



« *Reworld Media, non merci!* » Des salariés de Mondadori France manifestent le jeudi 18 octobre 2018 contre le rachat de leurs magazines.

« Sans journalistes, pas de démocratie »

Quotidiens en voie de disparition, restructurations et regroupements dans l'audiovisuel, sans oublier Internet et ses fake news... À l'heure où la profession de journaliste est l'une des plus mal aimées, Emmanuel Vire, secrétaire général du Syndicat national des journalistes CGT, revient sur la situation de la presse et de ceux qui la font.

Journaux en perte de lecteurs, « transformation » annoncée à France Télévisions qui se traduirait par un millier de licenciements, sans oublier des regroupements et des restructurations en cascade, la presse française est-elle en crise ? C'est le modèle économique de la presse française qui est en crise. Bâti après la Résistance pour garantir le pluralisme grâce à un système d'aides - autour de 1,3 milliard d'euros aujourd'hui - ce modèle est à bout de souffle. Il ne peut pas continuer à exister alors que la presse, et c'est une spécificité française, est concentrée entre les mains de quelques milliardaires et que le pluralisme a été complètement démantelé. Il faut donc trouver de nouveaux modèles. Surtout, et cela fait partie des propositions du SNJ-CGT, l'État doit remanier profondément la loi sur la presse et les médias pour lutter contre ces concentrations et rediriger ainsi les aides vers la presse indépendante. Une reconnaissance juridique de l'équipe rédactionnelle serait également nécessaire, laquelle pourrait, par exemple, s'opposer à la nomination d'un direc-

teur de la rédaction, voter en cas de problèmes éditoriaux, constituer un contre-poids aux actionnaires et aux milliardaires. Garantir ainsi l'indépendance des journalistes face aux pressions dans les rédactions.

D'autant que cette concentration s'accompagne d'un rétrécissement de l'offre d'informations ?

L'information paraît s'être démultipliée grâce à l'apparition de nouveaux canaux de diffusion alors qu'en fait, il n'y a pas de pluralisme. On vient d'apprendre que le groupe Bertelsmann va racheter les chaînes Jeunesse de Lagardère² via sa filiale audiovisuelle française M6. On retrouve toujours les mêmes, qui imposent en logique éditoriale une logique de conservation du système, une logique de puissants. *L'Humanité*, avec *La Croix* l'un des deux derniers quotidiens indépendants du pays, est aujourd'hui devant un tribunal de commerce. Des juges vont décider de la survie ou pas d'un quotidien ! Un quotidien, ce n'est pas une marchandise comme les autres, c'est un élément du pluralisme de la démocratie.

Confiance en berne

50 % des Français font confiance à la radio pour les informer. Ils sont 44 % lorsqu'il s'agit de la presse écrite, 38 % vis-à-vis des chaînes de télévision et 25 % d'Internet.

Selon le baromètre Kantar Public-La Croix publié le 24 janvier dernier.

Cela suffit-il à expliquer la défiance de la population à l'égard de la presse et des journalistes...

Le dernier baromètre annuel de *La Croix* mesurant la confiance des Français envers leurs médias est catastrophique. Ce n'est pas de la méfiance, c'est de la défiance et l'on ne peut pas l'expliquer complètement par la concentration des médias aux mains de milliardaires. Au-delà du fait que les citoyens, quelles que soient leurs opinions, ont l'impression qu'on leur balance toujours la même information, il y a un très fort questionnement sur le rôle des journalistes, de plus en plus assimilés à l'élite et désormais considérés comme hors-sol.

Ils sont cependant bien présents sur le terrain où ils sont devenus de nouveaux boucs émissaires...

Avec ce mouvement des gilets jaunes, les journalistes se sont retrouvés entre deux feux : d'un côté, un niveau de violence policière jamais vue, de l'autre, des difficultés pour couvrir ce mouvement de manière apaisée. Parce qu'il y

a eu aussi des violences inacceptables de la part des gilets jaunes. Il n'est pas normal que des journalistes se fassent lyncher, qu'on leur jette de l'acide ou qu'on les insulte, quoi que l'on pense des titres pour lesquels ils travaillent. Il y a dans la population une méconnaissance profonde de qui sont les journalistes. Il faut faire la différence entre les « éditeurs » qui paraissent partout et la masse des journalistes qui essaie de travailler correctement malgré les pressions dans les rédactions et des conditions de travail de plus en plus difficiles. Leur nombre baisse, ils sont de plus en plus précaires et beaucoup ne peuvent même plus avoir leur carte de presse car ils ont des revenus inférieurs aux minima requis, or ce sont souvent eux qui sont en première ligne. On a quand même 24 journalistes blessés à ce jour, tous médias confondus.

Le changement d'habitudes de lecture « générationnel » créé par l'arrivée d'Internet est-il en train de tuer la presse ?

Il faut distinguer les difficultés d'un modèle économique des changements d'habitudes de la population et ne surtout pas opposer presse papier et Internet ou dire qu'Internet va tuer la presse papier. Maintenant, effectivement, le réflexe d'aller acheter tous les matins un quotidien alors que l'on a les informations sur son Smartphone ou son ordinateur disparaît. Mais la presse papier est très diverse. Un mensuel comme *Le Monde diplomatique* voit encore sa diffusion augmenter cette année et un magazine comme *Geo* ne va pas mourir du jour au lendemain du fait d'Internet. Par contre, il faut évidemment analyser le changement des pratiques de lecture, en particulier celui de la jeunesse. L'État devrait faire un travail qui n'est pas fait : l'éducation aux médias. Il est très important d'expliquer aux plus jeunes ce que sont les médias, ce qu'est un journaliste et en quoi c'est une plus-value d'avoir des journalistes qui vont rechercher l'information, la vérifier, la hiérarchiser, à la différence de ce qui se fait sur des blogs ou des sites Internet.

C'est la question des fake news et de la véracité de l'information ?

Tout le monde a l'impression qu'il peut être journaliste. Mais être un journa-

liste, ce n'est pas balancer une info sur un réseau social comme Facebook par exemple. Ce qu'on demande à un journaliste ce n'est pas d'être neutre, un journaliste du *Figaro* ne l'est pas plus dans ce qu'il écrit qu'un journaliste de *L'Humanité*. Par contre, on lui demandera de l'honnêteté et que les faits rapportés soient vérifiés. C'est la grande différence.

Internet permet une diffusion de l'information, mais cet Internet aux mains des GAFAs [Google, Amazon, Facebook, Apple, auxquels on peut ajouter Microsoft, NDLR] n'a pas fait le travail nécessaire pour éviter la propagation de *fake news*. Ils y sont aujourd'hui un peu forcés mais cela reste insuffisant. Il faut donc continuer d'expliquer qu'une information ce n'est pas juste une expression de la parole. On interdit le téléphone portable - par ailleurs grand pourvoyeur de *fake news* via les réseaux sociaux - dans les collèges, mais y fait-on de l'éducation aux médias ?

Tout cela représente-t-il vraiment une attaque directe contre notre démocratie ?

Cet enjeu démocratique est menacé depuis plusieurs années. La loi sur le secret des affaires, celle sur les *fake news* dont les définitions sont assez vagues pour constituer une atteinte au droit à l'information sont des attaques contre les journalistes. Les demandes des journalistes pour que l'on garantisse leur indépendance juridique vis-à-vis des patrons de presse sont régulièrement rejetées par les pouvoirs publics, qu'ils soient socialistes, macronistes ou autres. Tout comme l'acceptation d'une charte déontologique pour la profession. La situation se complique et l'exercice du métier se révèle de plus en plus périlleux. Les journalistes constituent cependant l'un des piliers de la démocratie. Sans journalistes, il n'y a pas de démocratie.

La presse, on veut bien l'utiliser mais on ne veut surtout pas qu'elle soit indépendante. Et la scandaleuse tentative de perquisition du siège de *Mediapart* en est une preuve supplémentaire.

Propos recueillis par Patrick Chesnet

1. Domicilié en Allemagne, ce groupe spécialisé dans les médias et l'enseignement, est l'un des acteurs dominants de la presse française, avec des titres comme *Geo*, *Capital*, *Télé Loisirs*, *Voici*, ou encore *RTL*.

2. Filiale du groupe Lagardère, Lagardère Active possède le magazine *Elle* ou *Le Journal du dimanche* et se présente comme le « numéro 1 dans l'univers Jeunesse ».